

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	23.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagworte	Strukturpolitik
Akteure	Germann, Hannes (svp/udc, SH) SR/CE, Birrer-Heimo, Prisca (sp/ps, LU) NR/CN
Prozesstypen	Keine Einschränkung
Datum	01.01.1965 - 01.01.2021

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Zumbach, David
Zumofen, Guillaume

Bevorzugte Zitierweise

Zumbach, David; Zumofen, Guillaume 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Strukturpolitik, 2015 - 2020*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 23.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Wirtschaft	1
Wirtschaftspolitik	1
Strukturpolitik	1

Abkürzungsverzeichnis

EFD	Eidgenössisches Finanzdepartement
WAK-NR	Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Nationalrats
KKG	Bundesgesetzes über den Konsumkredit

DFF	Département fédéral des finances
CER-CN	Commission de l'économie et des redevances du Conseil national
LCC	Loi fédérale sur le crédit à la consommation

Allgemeine Chronik

Wirtschaft

Wirtschaftspolitik

Strukturpolitik

POSTULAT
DATUM: 10.06.2015
DAVID ZUMBACH

Der Ständerat sprach sich in der Sommersession 2015 bei vier Enthaltungen mit 25 zu 13 Stimmen dagegen aus, die **volkswirtschaftlichen Auswirkungen der Swissness** vor Inkraftsetzung des revidierten Markenschutzgesetzes (MSchG) und der entsprechenden Verordnung prüfen zu lassen. Dies hatte ein Postulat Germann (svp, SH) gefordert. Aufwand und Ertrag der beantragten Untersuchungen stünden, so der Bundesrat, der sich gegen eine Annahme des Postulats ausgesprochen hatte, in keinem Verhältnis.¹

MOTION
DATUM: 13.03.2019
GUILLAUME ZUMOFEN

Fathi Derder (plr, VD) demande au Conseil fédéral un rapport sur le **potentiel d'allègement de l'impôt sur le capital et de l'impôt sur la fortune pour les PME**. D'abord combattu par Prisca Birrer-Heimo (ps, LU), le postulat a été adopté en chambre par 137 voix contre 53. Seule l'aile gauche du Parlement s'est opposée. Le Conseil fédéral proposait d'ailleurs d'adopter le postulat. Il soulignait également qu'à la suite du rapport sur le postulat 13.4237, il avait chargé le Département fédéral des finances (DFF) de réfléchir à l'optimisation du traitement des start-up.²

MOTION
DATUM: 17.06.2019
GUILLAUME ZUMOFEN

Le Conseil des Etats a adopté, à l'unanimité, une motion du sénateur Germann (udc, SH). La motion charge le Conseil fédéral de proposer des mesures pour **accroître le dynamisme de la place économique suisse**. Le sénateur insiste notamment sur trois thématiques: l'optimisation des conditions-cadres, la baisse des coûts de réglementation et le maintien des emplois. Le Conseil fédéral proposait d'adopter la motion.

Une motion similaire a été déposée au Conseil national par le parlementaire Michaël Buffat (udc, VD). La discussion a été reportée car l'objet est combattu par la socialiste Birrer-Heimo (ps, LU).³

MOTION
DATUM: 21.06.2019
GUILLAUME ZUMOFEN

Michaël Buffat (udc, VD) a déposé une motion qui charge le Conseil fédéral de proposer des mesures pour **accroître le dynamisme de la place économique suisse**. Le parlementaire vaudois insiste notamment sur trois thématiques: l'optimisation des conditions-cadres, la baisse des coûts de réglementation et le maintien des emplois. Le Conseil fédéral proposait d'adopter la motion. Le débat a été reporté car la motion est combattue par Prisca Birrer-Heimo (ps, LU). Cependant, une motion similaire, du sénateur Germann (udc, SH) a été déposée et acceptée par le Conseil des Etats.⁴

MOTION
DATUM: 26.09.2019
GUILLAUME ZUMOFEN

Afin d'**accroître le dynamisme de la place économique suisse**, le conseil national a adopté une motion de Michaël Buffat (udc, VD). Cette motion, bien que combattue par Prisca Birrer-Heimo (ps, LU) a été largement adoptée, par 121 voix contre 46, par le Conseil national. Seul le camp rose-vert s'est opposé à la motion. En parallèle, une motion 19.3043 équivalente, avait déjà été adoptée par le Conseil des États.⁵

POSTULAT
DATUM: 27.09.2019
GUILLAUME ZUMOFEN

Marcel Dobler (plr, SG) demande au Conseil fédéral un rapport sur les possibilités de modification de la loi fédérale sur le crédit à la consommation (LCC) afin d'intégrer la **conclusion et révocation sous forme numérique du contrat de crédit à la consommation**. D'abord, il précise que l'évolution des habitudes des consommateurs, due à la numérisation, force le législateur à réviser les normes préalablement établies. Ensuite, il explique que les outils numériques, notamment les fenêtres d'information et d'avertissement, permettraient de renforcer la protection du consommateur. De plus, il rappelle que le droit suisse insiste sur le principe de liberté de la forme du contrat sauf exception. Finalement, il met en lumière le rapport FinTech du Conseil fédéral qui indique que l'exigence d'un contrat sous forme écrite est un frein à l'innovation. Le Conseil fédéral est favorable à l'adoption du postulat. Le débat en chambre a été reporté car l'objet est combattu par Prisca Birrer-Heimo (ps, LU).⁶

MOTION

DATUM: 18.12.2019
GUILLAUME ZUMOFEN

La motion German (udc, SH) demande un **programme pour accroître le dynamisme de la place économique suisse**. Le Conseil des Etats s'est prononcé en premier sur l'objet. Il a suivi la recommandation du Conseil fédéral et adopté la motion à l'unanimité. Puis, la Commission de l'économie et des redevances du Conseil national (CER-CN) a proposé, sans opposition, à sa chambre d'adopter la motion. Elle estimait que des propositions pour renforcer la place économique suisse étaient indispensables dans le contexte économique morose actuel. Finalement, la motion a été adoptée par le Conseil national sans opposition.⁷

POSTULAT

DATUM: 04.03.2020
GUILLAUME ZUMOFEN

Le **Conseil national a adopté le postulat** Dobler (plr, SG) par 119 voix contre 72. Le parlementaire saint-gallois demande au Conseil fédéral un rapport **sur** la faisabilité d'une modification de la loi fédérale sur le crédit à la consommation (LCC) pour intégrer **la forme numérique pour la conclusion et la révocation des contrats de crédit à la consommation**. Prisca Birrer-Heimo (ps, LU), qui combattait le postulat, n'a pas réussi à convaincre une majorité de la chambre du peuple. Au contraire, l'ensemble des voix PLR (26), la très forte majorité des voix UDC (52), les 27 voix du groupe du Centre (3 voix PEV ont voté contre le postulat), les 13 voix des Vert'libéraux et 1 voix du PS ont permis l'adoption du postulat.⁸

1) AB SR, 2015, S. 489 ff.

2) BO CN, 2019, pp.305

3) BO CE, 2019, pp. 449

4) BO CN, 2019, p.1320

5) BO CN, 2019, pp.1921 s.

6) BO CN, 2019, p.1939

7) BO CN, 2019, p.2380; Communiqué de presse CER-CN du 08.10.2019; Rapport CER-CN du 08.10.2019

8) BO CN, 2020, pp.122